

Un peu plus bas, dans le deuxième alinéa, il déclare:

Je veux qu'il soit bien entendu qu'à moins que nous ne mettions en œuvre un plan touchant l'utilisation de nos ressources, il pourra devenir stratégiquement inutile à la longue de conserver la mainmise sur ces ressources, au profit soit des pays libres, soit du monde entier, ou de chercher à les utiliser pleinement à l'avantage économique du continent nord-américain.

Nous pouvons conclure de ces remarques du ministre, ainsi que je l'ai dit au début, qu'il comprend parfaitement la situation. Il reconnaît le problème, mais il faut, monsieur le président, trouver une solution à ce problème. Au cours des observations du ministre et des discussions qui ont eu lieu aux réunions du comité, la seule solution offerte par le gouvernement actuel consiste à prélever des contribuables du pays l'argent nécessaire à la mise en valeur de notre pays pour remettre ensuite nos ressources à ceux qui, comme l'a dit le ministre, ont épuisé celles de nos voisins du Sud. Est-ce une solution? En épuisant les ressources des États-Unis au cours des dernières années, ces gens ont au moins mis eux-mêmes leur pays en valeur. Ceux qui ont commis les erreurs que le ministre a su si bien signaler, des erreurs que nous ne saurions tolérer au Canada, sont ceux-là mêmes qui mettront en valeur ces ressources ici. D'après le plan du ministre, nous devons développer notre pays, le coloniser et le remettre sur un plateau d'argent, sans hésitation ni restriction, à ces mêmes gens qui agiront ici comme ils l'ont fait dans la république voisine.

Je me reporte maintenant, à la page 19, aux observations du ministre:

Si nous pouvons, en préparant nos plans, communiquer certains faits et certains chiffres à la population du Canada, soit sous forme de statistique sur l'énergie, sur la possibilité d'aménager des routes, des chemins de fer, des voies maritimes, des routes fluviales ou des routes aériennes, nous assurerons ces biens durables qui sont du ressort du gouvernement,—énergie électrique, communications et transports,—et qui permettront à la libre entreprise de se livrer à l'exploitation de ces ressources.

Est-ce une solution, monsieur le président? Le gouvernement actuel a très bien compris les problèmes, mais quelle solution offre-t-il? La vision de cette colonisation du Nord, évoquée avec tant d'enthousiasme par le ministre au comité, pourrait être, si l'on prenait les bons moyens, le plus grand bienfait dont notre pays ait jamais profité. Il faudrait prendre les précautions nécessaires pour empêcher que ce qui s'est produit chez nos voisins du Sud ne se produise chez nous. D'autre part, si les contribuables canadiens sont invités à fournir les fonds nécessaires pour ouvrir cette région du pays et qu'après on la confie aux mêmes gens pour y faire ce

[M. Martin (Timmins).]

qu'ils ont fait chez nos voisins, je pense qu'il faudra dire que nous aurons vu la plus grande trahison jamais vue au Canada.

**L'hon. M. Hamilton (Qu'Appelle):** Je ne veux pas m'engager dans un débat de ce genre sur les avantages et les désavantages de l'entreprise privée et du socialisme. Cependant, l'honorable député de Timmins s'est montré fort aimable envers moi et je crois qu'il me saura gré d'ajouter juste quelques mots qui, à mon avis, lui feront comprendre un peu mieux ce que j'ai dit au comité. J'ai dit bien clairement qu'à mon avis, il incombe au gouvernement d'assurer les biens durables nécessaires comme les chemins de fer et l'énergie, qui sont le genre de choses entrant, semble-t-il, dans la catégorie de ce que le gouvernement doit assurer. Cependant, j'ai aussi dit clairement que, du moment que nous ouvrons un territoire et que toute entreprise y réussit, nous avons dans notre pays un très lourd impôt que nous appelons l'impôt des sociétés et qui nous procure la moitié de leurs bénéfices. J'ai signalé les avantages de l'idée. Si nous dépençons cinq ou six millions de dollars des deniers du contribuable pour déclencher le placement de plusieurs centaines de millions de capitaux privés pour la mise en valeur de nos ressources naturelles, si cette entreprise réussit et que les sociétés en tirent des bénéfices, nous obtiendrons la moitié des bénéfices par voie de l'impôt sur le revenu des sociétés. J'ai dit ma ferme conviction que, pour tout dollar que le contribuable est appelé à dépenser pour l'ouverture des territoires du Nord, le reste du Canada en tirerait des avantages représentant bien des fois cette dépense.

Le deuxième aspect de ma réponse est d'ordre purement politique et n'est certes pas de nature à soulever quelque ennui que ce soit. Il se trouve que je suis de la Saskatchewan et que j'ai connu les gens qui constituent le gouvernement actuel dans cette province. Je les ai vus adopter une attitude socialisante, dès le début, à l'égard de la mise en valeur des ressources de cette province. Puis, vu l'expérience qu'ils ont dû envisager et dont le résultat a modifié les conditions qui existaient précédemment, ils ont changé complètement leur façon de penser. J'aimerais signaler que le premier ministre de la Saskatchewan a adressé une lettre, connue du grand public, à toutes les sociétés pétrolières et gazières, disant que son gouvernement ne songerait jamais à exproprier ou à s'accaparer des sociétés pétrolières et gazières qui viendraient s'installer en Saskatchewan. Le trésorier provincial, M. Clarence Fines, a également déclaré publiquement qu'il ne resterait pas dans le gouvernement si celui-ci